

En Iran : « Nos souffrances, causées par toutes ces années d'injustice, sont enfin devenues plus puissantes que la peur »

Depuis les marches silencieuses de 2009, la contestation du régime islamique s'est progressivement enhardie.

Par Ghazal Golshiri

Publié le 16 octobre 2022 à 04h00 - Mis à jour le 16 octobre 2022 à 06h28 - Lecture 6 min.

[Read in English](#)

Article réservé aux abonnés



Une jeune femme brandit le voile qu'elle a ôté, à Sanandaj, en Iran, le 11 octobre 2022. SALAMPPIX / ABACA

Comme beaucoup d'Iraniens, Hamed, un autoentrepreneur, croyait, il y a encore quelques années, aux vertus des manifestations silencieuses. Cette période est aujourd'hui révolue. A la présidentielle de 2009, alors âgé de 22 ans, il avait voté pour l'ancien premier ministre Mir Hossein Moussavi, soutenu par les réformateurs, dont l'ex-président Mohammad Khatami (1997-2005). Dans sa ville conservatrice d'Ispahan, les sondages et l'ambiance à l'université faisaient dire à Hamed que son candidat allait remporter le scrutin.

Avec son vote, il souhaitait contribuer à mettre un point final à la présidence de l'ultraconservateur Mahmoud Ahmadinejad (2005-2013), marquée par une accélération du programme nucléaire de Téhéran et son isolement sur la scène internationale.

Mais rien ne s'est passé comme prévu. Mahmoud Ahmadinejad a été reconduit haut la main, dès le premier tour, avec la bénédiction du Guide suprême, Ali Khamenei. Une semaine plus tard, la plus haute autorité du pays donnait son feu vert à la répression des manifestations dénonçant la « fraude électorale », baptisées « mouvement vert ».

Cet été-là, avec des millions d'autres personnes dans tout le pays, Hamed est descendu dans la rue. Sans slogan, sans aucune atteinte aux propriétés publiques, juste une présence massive, pour ne pas provoquer la République islamique. *« En 2009, on se réunissait sur les places centrales. Ceux qui manifestaient étaient issus de la classe moyenne. On ne disait rien contre le système. Le slogan le plus radical était : "A bas le dictateur." C'est tout ! »*, se rappelle le jeune homme, joint par Telegram.

La contestation s'est étalée sur un an et demi, avec des jours précis de mobilisation, annoncés à l'avance sur les réseaux sociaux. Hamed a été arrêté, en novembre 2010. Avant d'être relâché au bout de vingt-quatre heures, il a été tabassé et obligé de signer un document dans lequel il s'engageait à ne plus rien contester en Iran. Mir Hossein Moussavi et un autre candidat dénonçant le résultat officiel de la présidentielle, le religieux Mehdi Karoubi, ont été assignés à résidence. A l'époque, Hamed ne pensait plus retourner aux urnes.

La puissance de la machine répressive

En 2013, pourtant, Hassan Rohani, se présentant comme une figure modérée, a réussi à mobiliser un nombre important d'Iraniens, dont Hamed, dans l'espoir qu'il était encore peut-être possible de réformer de l'intérieur le régime iranien. Le candidat a remporté la présidentielle dès le premier tour. Il a même réussi à conclure l'accord sur le programme nucléaire de Téhéran avec la communauté internationale, en 2015, permettant la levée d'une partie des sanctions contre l'Iran.

Mais la répression n'a jamais cessé contre les opposants. La sortie unilatérale de l'ancien président Donald Trump du « deal » nucléaire a relancé le processus d'isolement de Téhéran. Et la répression massive d'une nouvelle vague de manifestations, en novembre 2019, a mis fin aux espoirs des gens comme Hamed quant à la possibilité de réformes au sein du régime.

Cette année-là, le jeune homme est redescendu dans la rue, avec tant d'autres. Déclenchée par la hausse des prix de l'essence, la protestation a rapidement pris un tour politique, visant la République islamique d'Iran en tant que régime, y compris la personne d'Ali Khamenei.

Dans la ville d'Hamed, la contestation n'a gagné que les banlieues pauvres. *« La violence [du régime] était inouïe. Je me souviens des gens qui boitaient dans la rue, parce qu'ils avaient des éclats de balles dans tout le corps. Les forces de l'ordre tiraient pour tuer, contrairement à 2009 où la stratégie était plutôt d'étouffer la contestation par une vague massive d'arrestations. En 2019, j'ai vu à quel point la machine répressive était devenue puissante. Le régime avait compris qu'il serait plus efficace de faire taire les gens dans la rue qu'en prison. Si tu meurs dans la rue, tu ne deviens qu'un chiffre, comme les 1 500 morts de novembre 2019 [chiffre avancé par l'agence Reuters]. »*



Lors d'une protestation contre le gouvernement dans le centre-ville de Téhéran, le 21 septembre 2022. AP

Le 16 septembre, le jour où la jeune Iranienne Mahsa Amini est morte, à l'issue de sa garde à vue avec la police des mœurs pour un voile « *mal porté* », Hamed, désormais âgé de 36 ans, est reparti manifester. La réponse du régime n'a pas changé : réprimer sans retenue dans la rue. Selon l'organisation Human Rights Activists News Agency (HRANA), au moins 224 citoyens auraient été tués, majoritairement dans la province du Sistan-et-Baloutchistan (est) et les régions kurdes (nord et ouest), depuis le début des manifestations. Internet est coupé dans tout le pays plusieurs heures par jour, sinon des jours entiers. Instagram et WhatsApp, les derniers services étrangers encore accessibles en Iran avant le 16 septembre, sont depuis bloqués. Vendredi 14 octobre, il était impossible d'envoyer des SMS.

Lire aussi :  [En Iran, les régions kurdes visées par une répression féroce](#)

Hamed, lui, utilise plusieurs VPN pour se connecter à Internet. Son accès est plus stable tôt le matin et tard dans la nuit. « *La violence que je vois dans la rue est très loin de mes plus sombres pensées, confie Hamed. En 2009, je savais que je ne mourrais pas en prison, mais, ces jours-ci, en pensant à ce qui pourrait m'arriver, dans la rue ou derrière les barreaux, je n'arrive plus à dormir.* » Compte tenu de l'extrême brutalité du régime, l'audace des manifestants, âgés en majorité d'une vingtaine d'années, ne cesse de l'étonner. « *Ils n'ont pas l'air effrayés, ils me donnent mauvaise conscience, j'ai l'impression de ne pas assez contribuer à la contestation* », concède Hamed

Une vague inédite de contestation

Secrétaire dans un cabinet médical à Téhéran, Samira fait partie de cette nouvelle génération qui vit son « baptême de la rue ». Le 19 septembre, l'Iranienne de 20 ans s'est rendue dans le centre-ville où les frondeurs s'étaient donné rendez-vous. Ce jour-là, les forces de l'ordre, déployées en masse, ont dispersé la foule à coups de bâton et de gaz lacrymogènes.

« *J'ai eu très peur, explique Samira. Mais, en rentrant à la maison, je me suis sentie mieux, parce que j'avais fait quelque chose et que j'avais moins mauvaise conscience. Depuis, je me dis que je n'ai rien à perdre. Au pire, je serais virée de l'université. Cela m'importe peu.* »

« La femme, sa dignité et, de manière plus générale, la dignité humaine sont au centre, ce qui rend ce mouvement révolutionnaire exceptionnel », Asef Bayat, sociologue

« *Colère.* » Voici le mot qui revient sans cesse dans sa bouche, mais aussi dans celle d'autres jeunes sollicités par *Le Monde* lorsqu'ils expliquent leurs raisons de manifester. « *Je suis en colère parce que l'injustice est devenue une banalité dans ce pays. Parce que j'ai toujours été ignorée. Parce que c'était comme si nous devions rester muets jusqu'à la fin. Je veux m'habiller comme je veux. Je veux avoir mes propres idées. Je veux vivre sans avoir peur,* glisse Samira, qui réside dans un dortoir universitaire, loin de sa famille conservatrice. *Le jour où le régime tombera, j'enlèverai mon voile devant ma famille.* »

Depuis la mi-septembre, Samira le fait déjà lors de ses déplacements en ville et à l'intérieur de son université. « *Les employés de ma faculté me regardent bizarrement, mais ils ne disent rien* », explique-t-elle.



Des lycéennes font un doigt d'honneur face à un tableau sur lequel est écrit « La République islamique », à Téhéran, le 2 octobre 2022. SALAMPPIX / ABACA

Pour le moment sans leader, la vague de contestation qui a gagné l'Iran depuis un mois est inédite, aussi bien par son étendue que par sa longévité. De nombreux observateurs parlent de « *soulèvement* ». Le sociologue irano-américain Asef Bayat va encore plus loin, il qualifie les événements en Iran d'« *épisode révolutionnaire* ». « *La femme, sa dignité et, de manière plus générale, la dignité humaine sont au centre, ce qui rend ce mouvement révolutionnaire exceptionnel* », analyse-t-il, dans un entretien accordé au quotidien réformateur iranien *Etemaad*.

« Récupérer une vie normale »

Depuis la ville religieuse de Mashhad (nord-est), Monir, âgée de 23 ans, parle de sa lutte pour être respectée. Comme Samira, elle découvre le pouvoir libérateur de la contestation, elle se dit « *en rage* ». « *Je manifeste parce qu'on est, depuis des années, humiliés par ceux qui se sentent supérieurs à nous d'un point de vue moral, dit Monir. Parce que nous qui ne croyons guère à la République islamique n'avons jamais été reconnus, soutient-elle. Des années de crimes depuis la révolution, et ensuite le silence des gens par peur d'être arrêtés et torturés ou de mourir... Il faut en finir avec tout ça.* »

Ces jours-ci, les lycées et même les écoles primaires sont gagnés par la contestation. Sur la Toile circulent le nom, le visage et la vie de ceux qui ont été tués. Pourtant, rien de cela ne semble, pour l'instant, altérer la détermination des jeunes qui veulent « *récupérer leur vie, une vie normale* », comme l'analyse Asef Bayat.

« *Il ne faut pas se tromper : nous avons tous peur d'être arrêtés dans la rue, d'être blessés par balle et tués, explique depuis Téhéran une avocate iranienne qui préfère rester anonyme. La peur est bien présente, mais, en fait, nos souffrances, causées par toutes ces années d'injustice, sont enfin devenues plus fortes que la peur.* »

Ghazal Golshiri